

LE POINT DE VUE DU GERANT

JUIN 2018

Le mois de mai aura été marqué par une vague de grèves paralysant le Brésil. La grève des routiers accompagnée de la mise en place de nombreux barrages a eu comme première conséquence une pénurie d'essence. Dans ce pays où 60% du fret s'effectue par voie routière, la pénurie s'est étendue aux produits frais et par ricochet de nombreux commerces ont fermé faute de marchandise à vendre. Les usines se sont également mises à l'arrêt, les aéroports ont tourné au ralenti et au global la première économie d'Amérique latine s'est retrouvée paralysée. On estime qu'il faudra à minima des semaines pour que les chaînes logistiques et de production du pays reprennent leur rythme de croisière.

L'élément déclencheur de la grève vient du virage que Petrobras a pris en 2016. A l'issue de plusieurs scandales de corruption, le groupe se dote alors d'un nouveau président, Mr Parente qui a pour objectif de restaurer la santé financière du groupe. Il met en particulier une politique d'ajustement des prix à la pompe afin de s'aligner sur les fluctuations des cours mondiaux du pétrole. Cet ajustement tarifaire s'est traduit par une hausse des prix des carburants qui a provoqué un mécontentement général de la population, cette dernière voyant son pouvoir d'achat baisser. C'est d'autant plus sensible que le pays sort tout juste de récession et que la tension sociale y est très forte.

Pour sortir de la crise, le président Temer a d'abord usé de la force, utilisant l'armée pour accéder aux raffineries et approvisionner des stations essences, puis a cédé aux revendications des grévistes en imposant une baisse de 60 jours des prix du diesel. Cette mesure remet en question le virage des prix de Petrobras et a entraîné la démission de Mr Parente.

En termes boursier, cet épisode s'est naturellement traduit par une baisse de Petrobras, et plus généralement du Bovespa et du réal brésilien. On entre désormais dans la seconde vague, caractérisée par les sociétés européennes ou américaines qui ont une exposition au pays et qui vont devoir annoncer l'impact de ces événements sur leurs comptes. Unilever est l'une des premières à l'avoir mentionné. La société néerlandaise a 6% de son chiffre d'affaires mondial effectué au Brésil et a indiqué qu'elle avait quantifié à 150 Meuros la perte de chiffre d'affaires. Pendant 11 jours, la société n'a en effet pas pu livrer de marchandise et ses usines n'ont pas non plus été approvisionnées. Unilever n'est que la première à ouvrir le bal parmi les sociétés qui seront impactées. Mais si en général la réaction initiale des marchés financiers se veut négative, elle s'avère souvent pour les sociétés de qualité être un point d'entrée intéressant dans une optique d'investissement de long terme.

La première économie d'Amérique latine paralysée

GÉRANT
David DEHACHE

